



LIBRE

Cité Echirolles vous propose chaque mois des tribunes de libre expression
des groupes politiques et des sensibilités représentés

Communistes et partenaires

Un budget sous contrainte imposée

Au niveau européen, le redressement attendu n'est qu'un leurre. Des pays de la zone euro comme la Grèce, le Portugal ou l'Irlande — pour tenter de combler leur dette — imposent à leurs populations des mesures drastiques de réductions des dépenses publiques et des baisses de salaires s'élevant parfois à 40 %. En France, la crise perdure contrairement aux effets d'annonce de la ministre de l'Economie et des Finances, Christine Lagarde. Ses plans de relance n'ont aucun effet positif : ni sur les communes, ni sur l'emploi, ni sur le logement, ni sur la solidarité. À tous les niveaux, les mesures prises se sont traduites par une diminution des ressources financières pour les collectivités territoriales. La ville d'Echirolles n'échappe pas à cette cascade de baisse de ressources s'élevant à plus d'un million d'euros en moins, d'où une préparation difficile et contraignante de son budget 2011. Malgré ce contexte économique, les priorités de la Ville en matière de développement et de solidarité sont maintenues, et les pertes financières compensées par une rationalisation des dépenses, une augmentation de 3 % du taux communal et donc un recours limité à l'impôt. Les élus communistes et partenaires ont manifesté à plusieurs reprises leur désaccord avec cette politique gouvernementale dont les incidences sont catastrophiques pour les populations. Il est urgent que d'autres choix soient faits pour répondre aux besoins grandissants de la société. À un an d'élections nationales d'importance, il est primordial de construire, tous ensemble, un autre projet de société mettant la transformation sociale et l'humain au cœur des préoccupations. C'est ce à quoi notre groupe s'attachera dans les mois à venir.

Joseph Tasca,
président du groupe

Socialistes et républicains

Là où il y a volonté...

Nous avons proposé lors du débat d'orientation une nouvelle méthode d'arbitrage, compte tenu de l'évolution importante de la situation à laquelle nous sommes confrontés. Rappelons que l'argent public se fait rare, et que la pression sur l'impôt local ne peut pas devenir la variable d'ajustement de nos budgets, comme cette année avec une hausse de 2 % des bases et 3 % des taux, soit plus de 5 % d'augmentation. Nous devons revisiter la totalité de nos dépenses pour trouver les gains de productivité, les redéploiements et économies sur l'accessoire, pour garder nos efforts sur l'essentiel de nos priorités politiques. Nous avons exprimé des réserves en municipalité sur le choix de contraindre fortement les frais de gestion, qui se répercutent sur les dépenses d'entretien et maintenance du patrimoine. C'est une économie non pérenne, sur laquelle il faudra revenir à court terme, pour éviter des factures beaucoup plus lourdes à l'avenir. Nous avons buté, cette année, sur la capacité de nos outils financiers à ventiler de manière précise et analytique l'ensemble de nos dépenses, pour apprécier les coûts masqués de nos actions, notamment en masse salariale et frais de locaux. C'est pourtant un enjeu majeur des arbitrages à faire pour maintenir le bon équilibre entre projet politique et fiscalité locale. Cette approche privilégie aussi la prise en compte de besoins nouveaux, comme nous l'avons portée sur la mise en place de crédits pour des actions "inter-quartiers" et pour l'augmentation des moyens de la gestion urbaine et sociale de proximité. Dans l'espoir d'une prise de conscience collective de ces priorités et candidats à une élaboration partagée pour un exercice 2012 qui les traduise en actes forts, les socialistes échirollois ont voté loyalement ce budget 2011 en étant conscients des efforts à faire.

Laurent Berthet,
président du groupe

Europe Ecologie les Verts et apparentés d'Echirolles

La fin d'un système

Nous vivons actuellement la fin du système productiviste, avec sa fiscalité illisible, à bout de souffle et terriblement injuste, et qui nous "impose" un budget des plus contraints. Il faudra à l'avenir prendre des décisions de ne plus faire, de faire différemment, et d'avoir le courage politique de faire des choix :

- considérer le budget à l'aune de son utilité sociale et écologique,
- maintenir une cohérence entre bénéfices à court terme et vision à long terme.

Il nous faut donc adopter, notamment, une vision collective de la gestion des équipements : sur la question de la piscine, mais aussi sur les centres de vacances par exemple, pourquoi ne pas discuter d'une gestion à l'échelle de l'agglomération ? Concernant le centre du Graphisme, nous n'avons pas changé d'idée depuis le débat d'orientation budgétaire. Ces dépenses semblent superfétatoires et en inadéquation avec les préoccupations de la majorité de la population échirolloise. La situation actuelle nous oblige à inscrire nos grands projets à l'échelle de l'agglomération, sinon ils ne pourront aboutir. En lien avec les communes avoisinantes, nous pourrions continuer à développer des projets utiles à la population, notamment en termes de rénovation, comme il sera nécessaire de le faire sur la Ville Neuve.

**Le groupe Europe Ecologie
les Verts et apparentés
d'Echirolles**

Société civile et républicains

À période de crise économique... budget de crise !

La loi de finances 2011 confirme la baisse des ressources des collectivités territoriales, et la loi de programmation 2011-2014 confirme ce gel sur quatre ans. D'une situation conjoncturelle, nous sommes dans une situation structurelle, qui pénalise nos ressources de 8 %. Chacun d'entre nous peut mesurer les conséquences directes pour notre ville qui doit aussi prendre en compte l'inflation et le renchérissement des coûts de l'énergie. La préparation du budget 2011 a contraint les élus et les services à un exercice difficile. Comment s'obliger à des économies tout en préservant le service aux habitants et l'avenir de la ville ? Ce budget répond aux deux contraintes. Nous restons une ville qui maintient ses services à la population, sa politique de solidarité, et qui continue à se développer, à se rénover et prépare son avenir post-carbone. La fiscalité locale représente plus du tiers des recettes des dépenses de fonctionnement. Il serait facile d'en faire une variable d'ajustement. Politique refusée par la Ville, puisque depuis sept ans, ce taux n'a varié que de 5,1 %, bien en deçà de l'inflation. La réduction de l'emprunt, variable d'ajustement des investissements, devrait permettre, fin 2012, un retour à un encours de dette au niveau de celui de 2009. Tout est possible en augmentant de façon significative la pression fiscale ou en obérant notre avenir par des emprunts inconsidérés. Mais en proposant une revalorisation des taux de 3 % et en refusant un recours à l'emprunt, conduisant à une réduction de la dette, nous restons dans une politique fiscale réaliste, dans le contexte économique contraint actuel.

Christian Descombat,
conseiller municipal

EXPRESSION

au sein du Conseil municipal. Le thème proposé ce mois-ci
porte sur le budget 2011.

MoDem

On touche le fond !

Le conseil municipal du 29 mars avait à son ordre du jour le vote du budget. Nous devons dire que, pour la première fois, nous n'avons pas été déçus à la vision de cette proposition de budget. Tout y était ! Tout ce que nous avons pu signaler comme inquiétude ou incohérence, lors du débat d'orientation budgétaire, se retrouvait dans ce projet de budget. Une absence de volonté forte dans la maîtrise de la dette (plus de 65 millions d'euros), la vente massive des actifs de la Ville (pour plus de 4 500 000 euros), une augmentation forte de la pression fiscale (plus de 5 % pour l'année prochaine). Dans le contexte actuel, est-il raisonnable de faire peser sur les familles, déjà meurtries par la crise et le blocage des salaires, une augmentation de plus de 5 % des taux de la fiscalité locale ? Est-il prioritaire de se lancer dans une opération de prestige comme la réalisation d'un centre européen du Graphisme à Echirolles ? Tout cela pour la modeste somme de 2 800 000 euros ! Le mois du Graphisme est une belle manifestation qui n'a pas besoin de cet équipement pour exister. Dans le même temps, on décide de vendre le centre de vacances de Serre-Chevalier, de fermer le bassin extérieur de la piscine l'hiver ou de différer la réalisation de travaux prévus de longue date. Nous ne sommes plus devant des choix discutables, mais devant des décisions incompréhensibles et allant à l'encontre de l'intérêt général. Non, le gouvernement n'est pas responsable de tout ! Dans son bilan, monsieur le maire devra porter une situation considérablement dégradée et des choix aberrants. À la vivacité des débats avec sa propre majorité, on s'aperçoit que nos collègues socialistes ou Verts ne souhaitent évidemment pas assumer l'ensemble de ces choix et donc la situation qu'ils devront laisser dans trois ans.

Thierry Labelle,
président du groupe

Echirolles autrement UMP/Gauche moderne

L'acte fondamental de gestion

La lecture d'un budget communal est parfois aride pour certains ou fastidieuse pour d'autres. Le budget est l'acte par lequel sont prévues et autorisées les recettes et les dépenses. Il comporte deux parties : une section de fonctionnement (de la commune) et une section d'investissement (plus politique). Pour les habitants d'une commune, les deux points les plus importants sont le montant des impôts locaux, dont l'impact financier est immédiat, et l'endettement de la commune, plus difficile à cerner étant donné qu'il concerne les contribuables présents et futurs. Les impôts locaux (taxes habitation, foncier bâti/non bâti) passent de 18 964 000 euros à 19 963 000 euros, représentant une augmentation de 1 million d'euros, se décomposant de la manière suivante : évolution physique des bases +0,2 %, soit 38 000 euros, revalorisation des valeurs locatives décidée par la loi de Finances +2 %, soit 379 000 euros, évolution des taux +3 %, soit 581 000 euros. L'endettement de la commune peut devenir plus ou moins préoccupant à long ou moyen terme. Ce dernier point avait été souligné, en février 2010, dans le rapport de la Chambre régionale des comptes. En 2011, le remboursement de la dette, en capital, s'élève à 5 millions d'euros, et le montant des intérêts des emprunts successifs souscrits depuis des années représente plus de 2 millions d'euros, montant quasiment identique à celui de 2010. Emprunts ou augmentation des taxes locales, voilà le dilemme auquel nous sommes confrontés. En 2008 et 2009, nous nous étions abstenus de voter le budget, étant réservés sur les dépenses d'investissement. Cette année, nous n'avons pas voté le budget 2011.

Christian Melcion,
président du groupe

Lutte ouvrière

Faire payer toujours les mêmes

Je n'ai pas voté l'augmentation de 3 % des impôts destinée à combler le désengagement de l'Etat qui rogne sur tous les budgets publics. Augmenter les impôts locaux alors que les familles sont confrontées à la hausse du coût de la vie, à la baisse du pouvoir d'achat, et pour certains au chômage et à la précarité, revient au final à faire payer toujours les mêmes, parce qu'on ne pourrait pas faire autrement. L'Etat a les moyens, s'il le veut, d'aider les communes, de renforcer les services publics plutôt que d'aider les riches, industriels et banquiers. Les capitalistes de ce pays ne savent plus quoi faire de leur argent. Et nous devrions accepter les sacrifices ? Jusqu'à quand ?

Chantal Gomez,
conseillère municipale

Les groupes pour rencontrer vos élus sur rendez-vous

Renzo Sulli, maire

04 76 20 63 00
Permanence le samedi,
de 9 h à 10 h 30.

Communistes et partenaires

04 76 20 63 06
Elisabeth Legrand, conseillère générale,
adjointe sports, animation jeunesse
(équipements).

Sylvette Rochas, conseillère générale,
adjointe développement culturel et
à l'égalité femmes/hommes.

Joseph Tasca, président du groupe,
adjoint personnel, finances, vie
associative, permanence le jeudi,
de 10 h à 12 h sur rendez-vous.

Michel Goizet, adjoint voiries, espaces
extérieurs, patrimoine bâti et réseaux.
Jacqueline Madrennes, adjointe éducation,
restauration municipale, temps libre,
permanences 1^{er} et 3^e mercredis du
mois, de 16 h 30 à 18 h sur rendez-vous.

Socialistes et républicains

04 76 20 63 14
Laurent Berthet, président du groupe,
adjoint prévention, insertion,
formation professionnelle.
Emmanuel Chumiatcher, adjoint
aménagement urbain.
Mélanie Collet, adjointe petite enfance,
santé, handicap.

République laïque et sociale

Un budget d'une ville qui s'affiche

La présentation du budget est toujours un exercice douloureux pour un maire et son équipe, surtout en cette période trouble. Mais évitons à chaque fois de rendre responsable le seul contexte national, voire international. Interrogeons-nous sur ce que nous devons faire afin de mettre fin définitivement à une politique de l'événementiel, qui, certes, nous récompense de premiers prix, mais qui n'empêche pas la ville d'Echirolles d'être à l'affiche, surtout dans des domaines inattendus et peu recommandables.

Christelle Bernard,
conseillère municipale

Europe Ecologie les Verts et apparentés d'Echirolles

04 76 20 63 16
Anne-Sophie Mérot, présidente
du groupe, adjointe économie,
permanence les lundi et vendredi,
de 13 h 30 à 14 h 30,
as.merot@ville-echirolles.fr

Société civile et républicains

04 76 20 63 19
Carole Simard, présidente du groupe,
adjointe habitat et logement (pour
les questions de logement s'adresser
au service), gestion urbaine et sociale
de proximité.

Echirolles autrement UMP/Gauche moderne

04 76 20 63 18
Christian Melcion, président du groupe,
conseiller municipal, permanence
le mardi après-midi.
echirollesautrement@voila.fr

MoDem 06 67 91 31 88

Thierry Labelle, président du groupe,
conseiller municipal,
modem.echirolles@free.fr

Non-affiliés

Christelle Bernard, conseillère
municipale, République laïque
et sociale, 06 20 11 41 32, actualité
sur le site ResPublica
(www.gaucherepublicaine.org).
Chantal Gomez, conseillère municipale,
Lutte ouvrière, 06 74 57 66 78,
lutte.ouvriere.echirolles@gmail.com
chantal-gomez-38.blogspot.com